

PENSER L'INDUSTRIALISATION DE L'AFRIQUE DANS UNE PERSPECTIVE D'ECONOMIE POLITIQUE RADICALE

Ndongo Samba SYLLA, RLS-Programme-Manager



Photo : B . Schneider

En collaboration avec la Fondation Rosa Luxemburg et Third World Network, la Review of African Political Economy (ROAPE) a organisé à Accra un séminaire intitulé "The role of radical political economy in economic strategy and industrialisation in Africa today" (le rôle de l'économie politique radicale dans la stratégie économique et l'industrialisation

de l'Afrique contemporaine). Plus d'une trentaine de participants africains et européens ont échangé en profondeur pendant deux jours (13 au 14 novembre 2017) sur un certain nombre de sujets ayant pour toile de fond la problématique de l'industrialisation.

Le constat que le regain de croissance économique observée sur le continent africain

depuis les années 2000 n'a pas débouché jusque-là sur une dynamique d'industrialisation est sans doute ce qui justifie de plus en plus l'intérêt accordé à la question de l'industrialisation de l'Afrique. Même les Institutions de Bretton Woods et les économistes néoclassiques s'accordent de plus en plus sur la nécessité d'accélérer la « transformation structurelle » du continent africain.

Toutefois, pour les intervenants à cet atelier, cette perspective orthodoxe est analytiquement limitée car elle ne prend pas en compte le rôle prédominant et déstabilisateur de la Finance ainsi que les marges de manœuvres de plus en plus restreintes des Etats dans le contexte actuel. Contrairement à une vision répandue, le néolibéralisme ne signifie pas la disparition voire le recul de l'Etat. Le néolibéralisme entraîne plutôt une reconfiguration du rôle de l'Etat compatible et en phase avec le déploiement de la logique de la Finance. Or, la perspective court-termiste associée à la logique de la Finance est en totale contradiction avec l'optique nécessairement long-termiste de tout projet d'industrialisation. La Finance cherche à amasser le maximum de profits à court terme. Elle n'investit pas, fait « grève », quand ceux-ci ne sont pas au rendez-vous. D'où la nécessité pour tout projet d'industrialisation à l'heure actuelle d'être bâti sur une alliance de classes voire des alliances transnationales capables de surmonter le défi représenté par le pouvoir transnational de la Finance.

En marge de la question centrale de l'industrialisation, d'autres thèmes annexes ont fait l'objet de discussions. Comme par exemple les conflits autour de l'orpaillage (et de l'artisanat minier plus généralement), la problématique de la souveraineté alimentaire en rapport avec la question de la transformation agraire, ainsi que la résurgence actuelle des mouvements sociaux en Afrique.

Quels sont les groupes sociaux susceptibles de porter le changement social désiré en

Afrique ? Pour certains participants, la bourgeoisie et la petite-bourgeoise nationales ont « trahi ». L'espoir d'une révolution réside dans les classes populaires. Qu'est-ce que la révolution d'ailleurs ? Pour certains participants, la révolution n'arrive pas spontanément. Il s'agit d'un processus. Le cas de la Tunisie en est un exemple parfait. Un simple changement de régime (renversement de Moubarak) ne suffit pas à parler de révolution. Car ce qui se passe en Tunisie, c'est « un peu de démocratie + beaucoup de marché » selon la formule d'Habib Ayeb qui a recommandé d'intégrer les dynamiques et inégalités socio-spatiales dans notre entendement des classes sociales. L'insurrection tunisienne a, en effet, souvent été présentée comme un phénomène urbain. Ce qui a souvent été une manière d'occulter ses racines rurales et notamment le caractère irrésolu de la question foncière dans ce pays.

Etant donné que ce séminaire s'est déroulé sur deux jours, beaucoup de questions importantes en lien avec la question de l'industrialisation n'ont pu être traitées faute de temps. Comme par exemple : les défis associés à la croissance démographique et à l'impact des nouvelles technologies, les projets d'intégration économique en cours sur le continent (notamment le projet de zone de libre-échange continentale), le financement du développement (et donc de l'industrialisation), etc. Espérons que ces thèmes pourront faire l'objet de débats lors de prochaines rencontres ou de prochains numéros de la ROAPE.

Durant ce séminaire, la question a été posée aux participants de savoir dans quelle mesure la plateforme intellectuelle offerte par la ROAPE pourrait être mobilisée pour (i) rendre plus visible la production africaine en termes d'économie politique et (ii) renforcer les liens entre d'un côté la recherche académique et de l'autre les militants et les mouvements sociaux. Un certain nombre de propositions ont ainsi été faites :

- En matière éditoriale, mettre davantage l'accent sur l'hétérogénéité du continent – car il n'y a pas une Afrique mais des Afriques. L'actualité des pays lusophones et anglophones devrait davantage figurer dans la revue. Mettre l'accent également sur des sujets tels que la dynamique des alliances de classes, le chômage des jeunes, les résistances populaires, etc.
- Envisager un numéro spécial annuel qui fasse le point sur les luttes sociales en Afrique et sur la production intellectuelle africaine dans le domaine de l'économie politique.
- Essayer de trouver des moyens financiers afin de pouvoir inviter des intellectuels et activistes africains à participer à des rencontres sur l'économie politique de l'Afrique.
- Utiliser le site web de la ROAPE, notamment son blog, pour rendre plus visibles les intellectuels et les militants africains. Poster des articles et des interviews les concernant.
- Délocaliser certaines des activités de la ROAPE en Afrique dans la mesure du possible.
- Mettre en place un forum panafricain en Afrique de l'Ouest sur le modèle des « samedis de l'économie » organisés à Dakar par ARCADE et la Fondation Rosa Luxemburg. Ce forum pourrait avoir lieu tous les trimestres par exemple et regrouper des participants issus de différents pays de la sous-région.

Après ce séminaire, la ROAPE envisage d'organiser deux autres rencontres dans la même veine, en avril 2018 à Dar es Salaam et en septembre 2018 à Johannesburg.

All articles published on this website have been independently written. The views and opinions expressed by authors are therefore their own and do not necessarily represent those of the Rosa Luxemburg Foundation.

ROSA LUXEMBURG STIFTUNG
WEST AFRICA

Sotrac-Mermoz Villa 43 BP : 25013 | Dakar-Sénégal

Téléphone: +221 33 869 75 19 | Fax: +221 33 824 19 95 | Website: www.rosalux.sn